
UNICEF Gabon recrute un Consultant individuel international pour la réalisation d'une analyse de la situation (SitAn) des enfants et des adolescents du GABON

L'UNICEF travaille dans certains des endroits les plus difficiles du monde, pour atteindre les enfants les plus défavorisés. Pour leur sauver la vie. Pour défendre leurs droits. Pour les aider à réaliser leur potentiel. Dans 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, partout, chaque jour, pour construire un monde meilleur pour tous.

Et nous n'abandonnons jamais.

Pour chaque enfant, un défenseur des droits des enfants

Le Bureau UNICEF Gabon recherche les services d'un consultant international individuel pour élaborer le rapport SitAn en utilisant les évidences disponibles, tout en tenant compte de l'agenda des Objectifs de Développement Durable (ODD), du Plan stratégique 2018-2021 de l'UNICEF, du Plan d'action 2018-2021 pour l'égalité des sexes de l'UNICEF et des principales priorités nationales et mondiales.

Comment faire la différence ?

L'objectif principal de cette mission est de réaliser une analyse de la situation des enfants et des adolescents, fondée sur les droits de l'Homme et axée sur l'équité, en ce qui concerne la réalisation des droits des enfants et des adolescents. L'analyse devrait examiner les progrès, les défis et les opportunités pour atteindre les droits et le bien-être des enfants, ainsi que les modèles de privation auxquels les enfants et les adolescents sont confrontés. L'analyse doit être objective et vérifiable et devrait être utilisée par tous les partenaires et parties prenantes du pays pour relever les principaux défis qui empêchent les enfants et les adolescents, et particulièrement ceux qui sont les plus défavorisés, de jouir de leurs droits garantis par la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) et d'autres obligations internationales du pays.

En tant que défenseur des droits des enfants, vous aurez les devoirs/tâches suivants :

Contexte et justification

L'Analyse de la situation des droits de l'enfant et de la femme (SitAn) est un outil pour éclairer le dialogue politique, les partenariats et les interventions en vue de faciliter la prise de décision visant à améliorer la vie des enfants et notamment des plus vulnérables. Il permet à l'UNICEF, en collaboration avec la société civile, le gouvernement et les partenaires des Nations Unies, d'identifier les enfants les plus défavorisés, d'analyser les causes de leurs vulnérabilités, et de proposer des solutions adaptées en vue de réaliser des progrès pour tous les enfants, en particulier ceux qui sont laissés pour compte ou ceux qui risquent le plus de le devenir.

Le programme de coopération entre le Gabon et l'UNICEF pour la période 2018-2022, entre dans sa quatrième année d'exécution. Cette période correspond aussi à celle du Plan Cadre des Nations Unies pour l'aide au

Developpement (PNUAD) dont les exercices d'évaluation et d'elaboration du CCA-UNSDCF se feront conjointement avec la SitAn et le developpement du CPD 2023-2027. Les problemes majeurs identifiés par l'SitAn seront capitalises en vue d'aider a positionner les droits de l'enfant au centre du CCA et par consequent de l'UNSDCF.

Il faut noter que la survenu de la COVID 19 dont le premier cas a été détecté au Gabon en mars 2020, a fortement perturbé le fonctionnement du bureau pays mais aussi des institutions nationales avec la mise place de mesures de protection dont le confinement a été l'élément majeur. De nouvelles modalités de travaille ont été mise en place pour protéger le personnel et en même temps poursuivre la mise en œuvre des interventions essentiels du programme de coopération et répondre à la crise sanitaire. Cependant, les observations faites durant cette pandémie, dont certaines sont corroborer par l'étude de la banque mondiale sur l'impact de la COVID sur les familles gabonaises, laissent présager d'une détérioration de la situation de la femme et de l'enfant due au ralentissement économique occasionnée par les restrictions de mouvement.

La réalisation de la SitAn devra fournir, non seulement, des éléments qui aideront à orienter les axes stratégiques du prochain cycle de programmation mais apportera aussi des informations importantes d'appréciation de la l'impact de la pandémie sur les enfants et notamment les plus vulnérables. Elle permettra aussi d'analyser l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergents 2025 (PSGE) et du Plan d'Accélération de la Transformation 2023. Les recommandations de la SitAn serviront a renforcer le plaidoyer pour influencer les priorités de ces plans nationaux dans leurs prochaines itérations.

Les conclusions de l'Analyse de Situation 2015 et de l'évolution de la situation avaient mis l'accent sur : La persistance de niveaux élevés de mortalité de la mère et de l'enfant; La persistance de nouvelles infections chez les enfants et les jeunes liée à l'insuffisance des services de prise en charge et de prévention du VIH-sida; La faible qualité de l'école publique; Le niveaux élevés de violence à l'égard des enfants

Gardant à l'esprit les conclusions de l'analyse de la situation de 2015, ainsi que les recommandations fournies par la Convention Internationale des Droits de l'Enfant de 2014 et la Convention des Droits des Personnes Handicapees de 2015, et ayant mené des consultations approfondies avec toutes les parties prenantes concernées, y compris les enfants, l'UNICEF et le Gouvernement du Gabon ont décidé d'adopter un Document de Programme de Pays qui s'articule autour d'une série d'interventions de programme complémentaires sous cinq grandes composantes : (1) Survie et Developpement de l'enfant; (2) Protection de l'enfant; (3) Adolescents; (4) Inclusion Sociale; (5) Efficacite du programme.

À l'approche du nouveau cycle du Programme de pays, il est de plus en plus nécessaire de mettre à jour l'analyse et de fournir à l'UNICEF et à ses partenaires de nouvelles évidences solides sur la situation des enfants et des adolescents dans le pays, en particulier les plus vulnérables, afin d'éclairer les décisions relatives aux programmes et de guider les efforts de plaidoyer politique et de partenariat, ainsi que de suivre les progrès de la mise en œuvre des droits de l'enfant.

Il s'avère important de définir les vulnérabilités à travers les cycles de vie et en fonction des domaines de vulnérabilité. Un accent sera mis sur le milieu urbain et péri-urbain et sur les adolescents pour lesquels très peu d'informations existent.

Liste de quelques rapports d'études, de recherches, d'enquetes et d'évaluation a considerer pour l'analyse de la situation:

-- [SITAN Gabon FINALE Nov 2015.pdf](#)

- [RapportRevueGenre Final.docx](#)

- [Etat des lieux des VMS et Analyse de la réponse du système éducatif au Gabon.pdf](#)
- [UNICEF Gabon rapport processus precoces final.pdf](#)
- [Financement scolarité obligatoire Final septembre 2018 VERSION DEFINITIVE.pdf](#)
- [RAPPORT FINAL Pop Autochtones version du 01.09.2019 \(002\).pdf](#)
- [Cartographie des filets sociaux Rapport final du 06 novembre 2018.pdf](#)
- [ÉVALUATION INTERVENTIONS POLITIQUES SOCIALES FINAL.pdf](#)
- [EVALUATION VIH ADO Gabon UNDAF 16042020.pdf](#)
- [Evaluation Protection Gabon - WCARO- FINAL .pdf](#)
- [GABON -TBE-2017.pdf](#)
- [PAT-2021-23 -vf2.pdf](#)
- [Evaluation pauvreté au Gabon.pdf](#)
- [Rapport-Projection Final.pdf](#)
- [GABON IMPACT-COVID-19 MENAGES.pdf](#)
- [IMPACT-COVID-UPI.pdf](#)

Le rapport d'analyse de la situation doit mettre en lumière les priorités stratégiques du pays pour réduire les disparités et s'attaquer aux vulnérabilités, et ainsi contribuer à définir davantage le programme de développement national, et pour accélérer la réalisation des objectifs de développement nationaux et internationaux concernant les enfants et les adolescents, y compris les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le rapport d'analyse de la situation devrait examiner d'un œil critique les progrès qui ont été réalisés par les interventions politiques et programmatiques en vue d'une couverture à grande échelle de tous les groupes vulnérables avec un accent sur le milieu urbain et péri-urbain, l'adéquation de la mise en œuvre des politiques, notamment en termes de budget, et les ressources pour ne laisser aucun enfant de côté.

La SitAn doit présenter des évidences solides et mettre en lumière les possibilités de développement socialement inclusif. Elle doit identifier et examiner les goulets d'étranglement et obstacles à la réalisation des droits de l'enfant, ainsi que les rôles interdépendants des institutions responsables. Elle doit mettre en évidence les inégalités entre les groupes, les caractéristiques socio-économiques, les disparités intra-urbaines, les sexes ainsi que d'autres dimensions.

La SitAn doit accorder une attention particulière à l'examen des données désagrégées, dans la mesure du possible, et à la décomposition des moyennes nationales et/ou infranationales. En plus de présenter une analyse des raisons pour lesquelles les inégalités existent, la SitAn devrait également présenter des recommandations contextualisées sur ce qui pourrait être fait par les parties prenantes clés pour atteindre/soutenir un développement social inclusif qui garantisse une inclusion et une participation égales de tous les groupes d'enfants et d'adolescents. La SitAn doit être ancrée dans les réalités politiques, économiques et sociales du Gabon, examiner les progrès accomplis vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et les questions régionales et mondiales qui affectent les droits et le bien-être des enfants. Les questions nationales devraient être au cœur de la SitAn, mais les questions mondiales et régionales qui affectent l'agenda national doivent également être explorées. En mettant l'accent sur l'équité, la SitAn devrait faire la lumière sur la situation des enfants et des jeunes qui sont les plus démunis, les plus invisibles ou les moins pris en compte avec un accent sur le milieu urbain et péri-urbain.

Les principaux objectifs de la SitAn basée sur les droits et axée sur l'équité au Gabon sont les suivants :

- Développer une compréhension approfondie de la situation des enfants et des adolescents (y compris les groupes de jeunes en situation particulièrement vulnérable) en analysant les politiques et les stratégies, les tendances sociales et économiques qui les affectent;

- Identifier et analyser les barrières et les goulets d'étranglement qui empêchent les enfants, en particulier les enfants et les familles les plus défavorisés, notamment en milieu urbain et péri-urbain, de bénéficier des services sociaux dans tous les secteurs et de jouir de leurs droits;
- Fournir aux partenaires gouvernementaux nationaux une analyse complète, sensible à l'équité et fondée sur des évidences, sur les enfants et les adolescents, pour une prise de décision axée sur les résultats ;
- Fournir des informations essentielles aux partenaires non gouvernementaux afin qu'ils les utilisent dans leur planification et leurs interventions pour traiter les questions et problématiques les plus urgentes affectant les enfants et les adolescents ;
- Identifier les lacunes critiques en matière de données et contribuer à la production d'évidences qui pourraient améliorer le suivi des droits des enfants et des adolescents, en particulier des groupes les plus vulnérables.
- Analyser dans quelle mesure un environnement favorable à la réalisation des droits de tous les enfants et adolescents existe, et analyser comment les interventions fondées sur des évidences et les services nécessaires pour remédier aux privations sont prioritaires.
- Évaluer la présence actuelle ou potentielle de risques d'urgence; la probabilité de leur apparition, les vulnérabilités sous-jacentes et les capacités et mécanismes d'adaptation des familles, des communautés et des institutions locales et nationales.
- dans les politiques, les lois, les stratégies, les plans et les budgets nationaux.
- Saisir les domaines de préoccupation nouveaux ou émergents concernant les enfants et les adolescents, tels que les problèmes environnementaux qui les affectent.
- Analyser le rôle/impact du secteur des affaires sur le respect des droits des enfants et des adolescents ainsi que sur la gestion des finances publiques.

Méthodologie

En l'absence des données récentes de l'EDS, le consultant s'appuiera principalement sur l'analyse de données disponibles issues d'enquêtes et d'études. Une collecte de données qualitatives auprès des principaux détenteurs de droits de l'enfant et d'autres informateurs clés pourra avoir lieu. Ceci inclura spécifiquement :

- Revue documentaire Des données et des évidences existantes au niveau national et international sur des sujets sélectionnés, publiées dans des études, des recherches, des rapports d'évaluations et d'enquête mais aussi des données, des rapports de programmes et des analyses générés par l'UNICEF, y compris les études, les recherches et les évaluations.
- Analyse comparative de la législation disponible, de la politique sociale, des stratégies gouvernementales, de l'allocation budgétaire et de l'analyse des documents liés aux dépenses publiques.
- Prise en compte des mises à jour préparées par les différentes sections du bureau UNICEF GABON relative à l'analyse de situation dans leurs secteurs d'intervention.
- Entretiens avec des informateurs clés et des discussions en groupes (Focus group), y compris ceux qui élaborent et mettent en œuvre les politiques publiques ainsi que les enfants et les adolescents.

L'analyse doit pleinement considérer et articuler les disparités liées au sexe, au revenu, à la situation géographique (perspectives nationales/régionales). L'analyse doit porter sur l'ensemble des droits de l'enfant et identifier où se situent les privations.

La méthodologie de collecte et d'analyse des données et le processus de documentation doivent permettre la mise à jour périodique de l'analyse de la situation.

Le consultant SitAn s'appuiera sur l'analyse CLAC/ GRIP (Climate Landscape Analysis for Children/ Guidance on risk- informed programming) pour:

- Évaluer la présence actuelle ou potentielle de risques de catastrophe et autres chocs potentiels; leur impact sur les enfants; la probabilité de leur survenue, les vulnérabilités sous-jacentes et les capacités et mécanismes d'adaptation des familles, des communautés et des institutions locales et nationales.
- Capter des aspects des préoccupations, nouveaux ou émergents, concernant les enfants et les adolescents, comme par exemple les problèmes climatiques/ environnementaux / sanitaires qui les affectent, etc.

Il est demandé au consultant de proposer une méthodologie plus précise lors de la phase de démarrage. Le guide de l'UNICEF sur la réalisation de l'analyse de la situation est proposé comme référence à cet effet.

Dans le cadre de la mission, le consultant devra s'engager à établir des partenariats avec toutes les parties prenantes qui pourraient contribuer à l'élaboration de la SitAn. Ce processus sera soutenu par le Bureau UNICEF GABON.

1. Phase de démarrage :

- Revue documentaire initiale pour évaluer la disponibilité des données et des informations.
- Développement d'un cadre conceptuel final pour la SitAn et développement d'outils spécifiques pour la collecte de données.
- Présentation du cadre conceptuel et des outils à l'UNICEF et présentation de la cartographie des principales parties prenantes afin de faciliter une compréhension commune approfondie du cadre.
- Présentation d'un rapport initial, comprenant le cadre conceptuel et la méthodologie finalisés.

2. Collecte et analyse des données :

- Collecte de données et examen approfondi des évidences existantes concernant la situation des enfants et des adolescents. Cela inclut les données/informations sur les groupes d'enfants les plus défavorisés et les plus démunis avec un accent sur le milieu urbain et peri-urbain. Cela comprend également les stratégies nationales et documents de planification, politiques et budgets. Les données et informations pertinentes sur les questions climatiques, l'égalité des sexes, la gestion des finances publiques, le rôle du secteur des affaires et la participation significative des enfants et des adolescents doivent être collectées et analysées.
- Entretiens et/ou groupes de discussion (focus group) avec des informateurs clés.

3. Établissement de rapports :

- Développement de projets de rapports - analyse complète de la situation (qui sera utilisé par l'UNICEF, en interne) et résumé du document SitAn - pour discussion et validation avec le bureau UNICEF GABON et les partenaires clés.
- Développement de rapports finaux - rapport complet à usage interne
- Développement d'un résumé de 40 pages qui sera utilisé comme publication officielle pour une diffusion publique.

Le travail devrait être réalisé sur une période allant du 1er Aout au 15 Octobre.

Un total de 50 jours de travail de consultance est estimé pour cette mission avec la répartition des jours

6. Durée de la mission : Le travail devrait être réalisé sur une période allant du 1er Aout au 15 Octobre.

Le travail devrait être réalisé sur une période allant du 1er Aout au 15 Octobre.

estimée de la façon suivante :

- ☐ Phase de démarrage – total de 15 jours travaillés
 - Phase de collecte de données – total de 10 jours travaillés
 - Phase d'analyse et d'établissement de rapports, y compris la présentation de validation, – total de 25 jours travaillés

Le travail devrait être réalisé sur une période allant du 1er Aout au 15 Octobre.

Un total de 50 jours de travail de consultance

Livrables

Tasks/Milestone:	Deliverables/Outputs:	Timeline
1. Orientation des consultants	• Les attentes sont clarifiées	02 aout
1. Revue du plan détaillé de l'analyse par le Comité technique et l'UNICEF transmis au consulat	• Amendement	05 aout
2. Transmission du plan détaillé de l'analyse	• Plan d'analyse finalisé	07 aout
3. Revue documentaire et identification des données additionnelles à collecter et exploitation des Principaux documents et rapports d'études	• Collecte et	Du 09 au 20 aout
4. Collecte des données complémentaires et Analyse des causes	• Données collectées et causes sont identifiées	23 aout 03 septembre
5. Rédaction du rapport préliminaire de la SITAN	• Tableaux révisés et validés	06 - 17 septembre
6. Présentation du draft rapport au comité de technique pour revue préliminaire est validé par le comité de technique	• Rapport	22 septembre
7. Finalisation du draft du rapport en tenant compte des commentaires reçus	• Rapport	28 juillet
8. Atelier de Validation officielle du rapport préliminaire	• Le rapport est finalisé et adopté par la partie nationale	05 Octobre
9. Transmission de la version finalisée avec les amendements de l'atelier	• Rapport final	08 octobre

Pour vous qualifier en tant que champion pour chaque enfant que vous aurez au minimum:

- Etre titulaire d'un master ou d'un Diplôme d'Etudes Supérieures en Sciences sociales (Sociologie, Anthropologie) ou d'un diplôme équivalent avec un accent sur l'analyse de l'économie politique.
- Disposer de connaissances techniques dans au moins un domaine de développement du jeune enfant : par exemple, eau et assainissement, santé et nutrition, éducation, protection de l'enfance.
- Disposer d'une forte expérience, de plus de 10 ans, dans le domaine de la recherche intersectorielle portant sur des sujets de développement humanitaire, la réalisation d'analyses de qualité sur la base d'information de sources diverses.
- Etre au courant des nouvelles orientations de l'UNICEF en matière de réalisation de SITAN et avoir rédigé une Analyse de situation de la femme et de l'enfant datant de moins de trois ans, suivants les nouvelles orientations de 2019.
- Etre familier avec les données du MICS, de l'EDS et avoir une facilité de manipulation des données statistiques.
- Excellentes compétences dans la facilitation et la coordination y compris l'organisation des discussions de groupe.
- Être familier avec les conventions internationales régissant les droits de l'enfant et ceux des femmes : la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), Convention sur l'élimination de toutes formes de Discrimination contre femmes (CEDAW),
- Etre familier avec les priorités de développement nationales gabonaises (PSGE, PAT), serait un atout considérable.
- Parfaite maîtrise du français. Bonne connaissance de l'anglais du travail.

Pour chaque enfant, vous démontrez :

Les valeurs de l'UNICEF que sont l'attention, le respect, l'intégrité, la confiance et la redevabilité.

Consultez notre cadre de compétences à l'adresse suivante

http://www.unicef.org/about/employ/files/UNICEF_Compencies.pdf

Soumission de candidature

Les candidats intéressés sont priés de postuler **uniquement en ligne** via le lien <https://jobs.unicef.org/en-us/listing/> puis chercher la réquisition# 542067 et y joindre en fichiers attachés :

- Une proposition technique
- Une offre financière forfaitaire tout inclus (y compris les frais divers tels que la communication internet et téléphonique, frais de transport et indemnité de subsistance durant la mission à Libreville si le consultant ne réside pas dans cette ville et lors des travaux sur le terrain)
- Un CV indiquant les qualifications nécessaires et toute expérience pertinente ;
- Copie du diplôme le plus élevé ;
- Copie du passeport ou de la pièce d'identité nationale.

Tout dossier incomplet ou soumis en ligne après la date butoir (20 Juillet 2021) ne sera pas considéré.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés et recevront une réponse officielle à leur demande de candidature.

Tous nos avis de vacances sont également disponibles sur le site <https://jobs.unicef.org/en-us/listing/>

L'UNICEF est environnement libre de toute discrimination. L'UNICEF s'engage à promouvoir la diversité et l'inclusion au sein de son personnel et encourage tous les candidats, quels que soient leur sexe, leur nationalité, leur religion et leur origine ethnique à postuler pour faire partie de l'organisation. Les candidatures féminines qualifiées ainsi que celles de personnes qualifiées en situation de handicap sont vivement encouragées.

L'UNICEF applique une politique de tolérance zéro à l'égard des comportements incompatibles avec les buts et objectifs des Nations Unies et de l'UNICEF, notamment l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement sexuel, l'abus d'autorité et la discrimination. L'UNICEF adhère également à des principes stricts de protection de l'enfance. Tous les candidats sélectionnés devront adhérer à ces normes et principes et seront donc soumis à une vérification rigoureuse des références et des antécédents. La vérification des antécédents comprendra la vérification des diplômes et des antécédents professionnels. Les candidats sélectionnés peuvent être invités à fournir des informations supplémentaires pour la vérification des antécédents.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés et passeront à l'étape suivante du processus de sélection.

Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérées comme des "membres du personnel" au sens du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF, et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance médicale). Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions générales des contrats de services des consultants et des contractants individuels. Les consultants et les contractants individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de tout impôt et/ou taxe, conformément aux lois locales ou autres